

ACOSS STAT

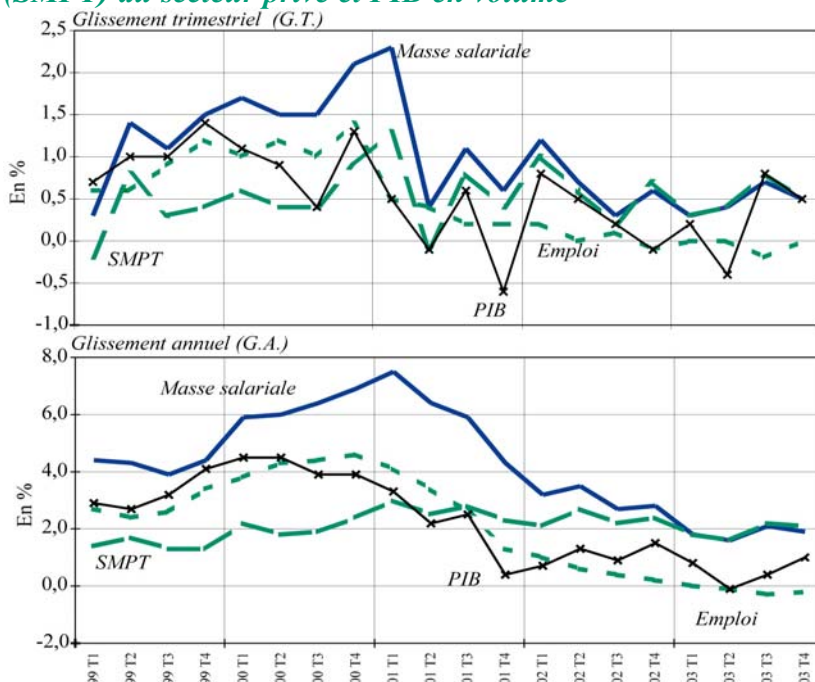
BILAN

LA MASSE SALARIALE ET L'EMPLOI DU SECTEUR PRIVE EN 2003

N°17 - SEPTEMBRE 2004

En 2003, la masse salariale totale versée en France (Métropole et Dom) par les entreprises du secteur concurrentiel s'est élevée à 398,5 milliards d'euros, en progression de 1,8 % en moyenne annuelle par rapport à 2002. Fin 2003, ces entreprises emploient 17,4 millions de salariés (-0,2 % par rapport à l'année précédente). Entre 1999 et 2003, l'emploi a augmenté de 7,7 %, essentiellement durant les trois premières années, le nombre d'établissements employeurs de 2,5 % et le nombre d'entreprises est resté stable. A partir de la mi 2003, des signes de reprise sont perceptibles dans certains secteurs. De 1999 à 2003, les régions du Sud et de l'Ouest sont les plus dynamiques.

Graphique 1 : Masse salariale, emploi, salaire moyen par tête (SMPT) du secteur privé et PIB en volume



Entre 1999 et 2003, la masse salariale et l'emploi ont fortement progressé

Entre 1999 et 2003, la masse salariale du secteur privé en France (Métropole et Dom) a progressé de 18,2 % et l'emploi de 7,7 %.

Les années 1999 et 2000 ont connu une très forte croissance du PIB. En 2000, à cet effet de croissance s'est ajouté celui de la RTT, entraînant une augmentation en moyenne annuelle de l'emploi dans le secteur privé de 4,3 % et de la masse salariale de 6,3 % (cf. Tableau 1).

Dès le premier trimestre 2001, le ralentissement économique s'amorce (cf. Graphique 1). Les indicateurs économiques se dégradent. Le taux de croissance du PIB se réduit de moitié entre 2000 et 2001.

Tableau 1 : Masse salariale, emploi, salaire moyen par tête et PIB

| | Niveau | Evolution en moyenne annuelle (En %) | | | |
|---------------------------------------|--------|--------------------------------------|------|------|------|
| | 2003 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
| Masse salariale (en Md €) | 398,5 | 6,3 | 6,0 | 3,0 | 1,8 |
| Emploi (en millions) | 17,4 | 4,3 | 2,9 | 0,5 | -0,1 |
| Salaires moyen par tête (en €) | 1 927 | 2,1 | 2,7 | 2,4 | 1,9 |
| PIB en volume (en Md € 1995) | 1 408 | 4,2 | 2,1 | 1,1 | 0,5 |

Sources : Acooss-Urssaf ; Insee

L'emploi et la masse salariale s'ajustent au ralentissement dès le deuxième trimestre 2001 avec toutefois un impact en moyenne annuelle sur l'année 2001 limité, en raison du fort acquis de croissance enregistré à la fin 2000. Ainsi, la masse salariale progresse encore de 6,0 % et l'emploi de 2,9 %.



Le ralentissement économique se poursuit jusqu'à l'été 2003, point bas de la dynamique de l'assiette salariale avec 1,6 % d'évolution en glissement annuel au deuxième trimestre 2003.

Au troisième trimestre 2003, la nette progression de la masse salariale (0,7 % en glissement trimestriel, cf. Graphique 1) provient pour près de 0,5 point de la forte revalorisation du Smic au 1er juillet (+ 5,3 %) ; l'emploi recule par ailleurs de 0,3 point.

Des signes de reprise sont toutefois perceptibles dès le troisième et le quatrième trimestre 2003 dans certains secteurs traditionnellement annonciateurs des reprises (intérim et conseil aux entreprises).

Sur la période 1999-2003, les évolutions de la masse salariale en moyenne annuelle sont largement déterminées par celles de l'emploi. Le salaire moyen par tête (SMPT) qui intègre différents facteurs tels que les hausses collectives et individuelles de salaires, les primes, la durée moyenne de travail ou la déformation de la structure des emplois, est relativement stable, avec une croissance annuelle moyenne autour de 2,5 % (cf. Tableau 2). Les secteurs pour lesquels le SMPT progresse le plus en moyenne annuelle sont les activités de conseil et l'habillement-cuir. A l'inverse, le secteur de l'énergie et les activités récréatives enregistrent les évolutions les plus faibles. Durant cette période, les activités financières ont enregistré un ralentissement très marqué de l'évolution de leurs rémunérations : environ 3,7 % en 2000 et en 2001 puis à peine 0,5 % en 2002 et en 2003, traduisant sans doute des réductions de primes et bonus pour les activités liées aux marchés financiers.

Du point de vue de la masse salariale et de l'emploi comme pour les autres indicateurs économiques, les secteurs les plus cycliques sont ceux des services aux entreprises, des biens intermédiaires, des biens d'équipement et des biens de consommation.

A l'inverse, les industries agricoles et alimentaires, l'éducation, la santé marchande et les activités immobilières sont les moins sensibles aux cycles conjoncturels.

En 2003, les pertes d'emploi sont concentrées dans l'industrie

En 2003, les entreprises industrielles versent 102,0 Md€ de masse salariale, soit 26 % du total du secteur privé. Fin 2003, elles emploient 3,9 millions de salariés, soit 22 % de l'effectif total. En 2003, leur masse salariale est restée globalement stable et l'emploi a baissé de 2,3 % (- 1,7 % en 2002, cf. Tableau 3). Les secteurs les plus dynamiques de l'industrie sont les industries agricoles et alimentaires (+ 3,1 % d'évolution de la masse salariale en moyenne annuelle

en 2003), la pharmacie et l'industrie automobile (cf. Tableau 3). A l'inverse, les industries des biens de consommation, des biens d'équipement et des biens intermédiaires sont moins bien orientées, enregistrant un repli plus ou moins fort de leur masse salariale et un net recul de l'emploi.

La construction, avec 6 % du total de la masse salariale et 7 % des emplois, figure parmi les secteurs les moins affectés par le ralentissement conjoncturel. En 2003, sa masse salariale augmente de 2,9 % en moyenne annuelle, après 3,6 % en 2002 (cf. Tableau 3). L'emploi de ce secteur progresse au même rythme en 2002 et 2003 (0,8 % en moyenne annuelle).

Dans le secteur **tertiaire** (68 % de la masse salariale et 70 % des emplois), les secteurs les plus dynamiques restent

Tableau 2 : Evolution du salaire moyen par tête par secteur d'activité

| NES 16 | SECTEURS | Salaire moyen mensuel (En €) | Evolution en moyenne annuelle du salaire moyen par tête* (En %) | | | | |
|-----------|-----------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|------|
| | | | 2003 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
| EB | Industries agricoles et alimentaires | 1 737 | 0,8 | 2,2 | 2,8 | 2,6 | |
| EC | Industries des biens de consommation | 2 218 | 2,7 | 3,7 | 2,7 | 2,7 | |
| ED | Industrie automobile | 2 317 | 3,1 | 0,7 | 1,8 | 2,5 | |
| EE | Industries des biens d'équipement | 2 423 | 2,2 | 2,1 | 1,9 | 1,7 | |
| EF | Industries des biens intermédiaires | 2 117 | 2,0 | 2,3 | 2,1 | 2,4 | |
| EG | Energie | 2 565 | 1,8 | 0,9 | 1,9 | 1,0 | |
| EH | Construction | 1 604 | 2,8 | 2,8 | 2,6 | 2,2 | |
| EJ | Commerce | 1 771 | 1,7 | 2,5 | 2,3 | 2,5 | |
| EK | Transports | 2 080 | 1,9 | 2,2 | 3,1 | 2,9 | |
| EL | Activités financières | 2 907 | 3,8 | 3,7 | 0,4 | 0,6 | |
| EM | Activités immobilières | 1 670 | 3,5 | 4,3 | 4,3 | 4,5 | |
| EN | Services aux entreprises | 2 045 | 2,5 | 3,3 | 2,8 | 1,5 | |
| EP | Services aux particuliers | 1 394 | 1,4 | 2,2 | 2,5 | 2,0 | |
| EQ | Education, santé, action sociale marchande | 1 454 | 1,5 | 2,7 | 3,1 | 2,5 | |
| ER | Administration et activités associatives | 2 400 | 1,6 | 3,6 | 4,0 | 2,4 | |
| | <i>Industrie</i> | 2 186 | 2,1 | 2,3 | 2,2 | 2,2 | |
| | <i>Construction</i> | 1 604 | 2,8 | 2,8 | 2,6 | 2,2 | |
| | <i>Tertiaire</i> | 1 879 | 2,2 | 2,9 | 2,5 | 1,9 | |
| | Total | 1927 | 2,1 | 2,7 | 2,4 | 1,9 | |

* Cf. Encadré - Sources et Méthodologie

Source : Acooss-Urssaf

en 2003 la santé marchande et l'immobilier. Une nette amélioration est perceptible dans l'intérim (environ 700 000 emplois et 12 milliards de masse salariale), avec une progression de la masse salariale de 1,4 % en 2003 après un recul de 4,1 % en 2002.

La dynamique de la masse salariale et de l'emploi est plus vive dans le Sud de la France et l'Ouest

Entre 1999 et 2003, les disparités géographiques observées sur les évolutions en moyenne annuelle de la masse salariale reflètent globalement celles de l'emploi (cf. Cartes 1 et 2). Ainsi, ces évolutions sont plus dynamiques dans certaines régions de l'Ouest et du Sud de la France que dans le Nord-Est. Globalement, les régions les mieux orientées sont :

les Dom, la Corse, le Languedoc Roussillon. Pour ces régions, où les salaires sont traditionnellement plus bas et où le taux de chômage est élevé, il s'agit en partie d'un effet de rattrapage et l'emploi a bénéficié de concours publics : loi d'orientation pour l'outre mer dans les Dom et dispositif pour la zone franche Corse. D'autres régions apparaissent globalement bien orientées sur la période : Midi Pyrénées, PACA, Bretagne et Pays de la Loire (cf. Cartes 1 et 2).

A l'inverse, les régions Champagne Ardenne, Picardie, Lorraine, Bourgogne, Centre, Alsace et Haute Normandie enregistrent les évolutions les plus faibles entre 1999 et 2003.

Certaines régions semblent plus particulièrement sensibles à la

conjoncture, en raison d'un tissu économique centré sur des activités plus cycliques et de leur proximité de l'Allemagne en faible croissance.

L'Ile de France, qui présentait en 2000 et 2001 une évolution de sa masse salariale un peu supérieure à la moyenne nationale, affiche en 2002 un taux d'évolution plus bas que la moyenne. En 2003, l'évolution enregistrée est la plus faible observée sur l'ensemble des régions (0,4 % en moyenne annuelle, contre 1,8 % pour l'ensemble des régions). Viennent ensuite la Champagne-Ardenne et l'Alsace (cf. Tableau 4).

Mihaela Mosu Nasr

Département des études statistiques
et de l'observation des cotisants
(DESOC)

Encadré : Sources et méthodologie

Les employeurs du régime général déclarent leurs cotisations sociales aux Urssaf à l'aide du Bordereau Récapitulatif des Cotisations (BRC) sur lesquels ils portent les différentes assiettes salariales (plafonnée, déplafonnée, CSG) donnant lieu à cotisations ou à allègements ainsi que leurs effectifs. Cette déclaration est mensuelle si leur effectif est supérieur à 10 salariés et en principe trimestrielle en deçà de ce seuil. La base Sequoia centralise depuis janvier 1997 ces déclarations et comporte à ce jour 530 000 comptes mensuels et 1 380 000 comptes trimestriels. Elle est alimentée par deux extractions mensuelles : la première au bout d'un mois, dite « provisoire », pour laquelle on retrouve 99 % de la masse salariale des comptes mensuels et 96 % des comptes trimestriels et la seconde au bout de deux mois, dite « définitive », qui comprend la quasi-totalité des déclarations. Les bordereaux arrivant postérieurement à 2 mois sont estimés dans un premier temps par l'Acoss à partir des informations des périodes précédentes, puis cette estimation est affinée ultérieurement au regard de l'ensemble de la chronique des déclarations. **Les données présentées ici sont provisoires pour le dernier trimestre et comprennent des révisions sur l'historique essentiellement sur le trimestre précédent.** Les données sont également désaisonnalisées pour corriger notamment l'impact des versements de primes et les fluctuations saisonnières de l'emploi. Ces désaisonnalisations peuvent également conduire à des révisions des périodes antérieures.

Le champ couvre l'ensemble des cotisants exerçant leur activité en France (Métropole et Dom) dans un secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques (codes 751 et 752 de la NAF), l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Le secteur concurrentiel diffère donc légèrement de celui dit « EB-EP » retenu par l'Insee pour ses indices d'emploi salarié qui ne comporte pas l'éducation marchande, la santé marchande et l'action sociale (EQ) ainsi que le secteur des associations et administrations privées (ER). Par ailleurs, la source Insee comporte dans le secteur des services personnels et domestiques (P3) des estimations du nombre des salariés à domicile. Enfin, le champ Acoss-Urssaf est assez proche de celui suivi par le Ministère du travail (enquêtes Acemo) et dans une moindre mesure de l'Unedic (aux grandes entreprises nationales près). Pour le secteur de l'agriculture la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans le domaine des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des Urssaf n'est donc pas totale. **L'assiette salariale totale ou l'assiette déplafonnée** désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des

allocations familiales, c'est-à-dire le salaire de base auquel s'ajoutent des compléments légaux, conventionnels ou attribués à l'initiative de l'employeur, sous forme de commissions, de primes, de rémunération des heures supplémentaires, de gratifications et d'avantages en nature. Elle se distingue de l'assiette « Contribution Sociale Généralisée » (CSG) qui comprend également les sommes allouées au titre de l'intéressement et de la participation.

L'effectif salarié est un effectif en fin de trimestre ; chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf et l'Acoss.

Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre, soit la moyenne des deux effectifs de début et fin trimestre ; il est divisé par trois pour obtenir une grandeur mensuelle. Ainsi :

$$\text{SMPT} = (\text{masse salariale (T)} / 3) / ((\text{effectif fin trimestre (T)} + \text{effectif fin trimestre (T-1)}) / 2)$$

Indicateurs présentés :

Le glissement trimestriel compare les données du trimestre avec celles du trimestre précédent.

Le glissement annuel compare les données du trimestre avec celles du trimestre correspondant de l'année précédente.

L'évolution en moyenne annuelle compare la somme des quatre derniers trimestres à celle des quatre trimestres précédents.

Eclairage : Démographie des entreprises et établissements du secteur privé

Entre 1999 et 2003, le nombre d'établissements progresse de 2,5 %, alors même que le nombre d'entreprises reste globalement stable. Ces évolutions sont à rapprocher de celle de 7,7 % de l'emploi.

Entreprises, Etablissements, masse salariale et emploi entre 1999 et 2003

| Au 31 décembre | Nombre d'entreprises (En milliers) | Glissement annuel (En %) | Nombre d'établissements (En milliers) | Glissement annuel (En %) | Emploi (En millions) | Glissement annuel (En %) | Masse salariale (En Md€) | Glissement annuel (En %) |
|----------------|------------------------------------|--------------------------|---------------------------------------|--------------------------|----------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| 1999 | 1 561 | | 1 822 | | 16,4 | | 337,0 | |
| 2000 | 1 572 | 0,7 | 1 850 | 1,5 | 17,1 | 4,6 | 358,2 | 6,9 |
| 2001 | 1 579 | 0,4 | 1 866 | 0,9 | 17,4 | 1,3 | 380,0 | 4,3 |
| 2002 | 1 567 | -0,8 | 1 861 | -0,2 | 17,4 | 0,2 | 391,1 | 2,8 |
| 2003 | 1 562 | -0,3 | 1 867 | 0,3 | 17,4 | -0,2 | 398,5 | 1,9 |

Source : AcoSS-Urssaf

Fin 2003, on recense ainsi environ 1,6 million d'entreprises et 1,9 million d'établissements dans le secteur concurrentiel (cf. Tableau ci-dessus). Les 1,3 million de TPE (très petites entreprises de 1 à 9 salariés) sont particulièrement nombreuses puisqu'elles représentent 86 % des entreprises et 75 % des établissements (cf. Tableau ci-dessous). En revanche, leur importance est de 15 % en terme de masse salariale et de 19 % en terme d'emploi. Elles sont également caractérisées par des rémunérations moyennes plus faibles. A l'inverse, les trois milliers de grandes entreprises (plus de 500 salariés) du secteur privé en France concentrent 39 % de la masse salariale et 35 % de l'emploi.

Entreprises par tranche d'effectif de l'entreprise fin 2003

| Tranche d'effectif de l'entreprise | Nombre d'entreprises (En milliers) | Structure (En %) | Nombre d'établissements (En milliers) | Structure (En %) | Masse salariale (En Md €) | Structure (En %) | Emploi (En millions) | Structure (En %) |
|------------------------------------|------------------------------------|------------------|---------------------------------------|------------------|---------------------------|------------------|----------------------|------------------|
| 1 à 9 | 1 340,8 | 85,8 | 1 394,1 | 74,7 | 58,4 | 14,7 | 3,4 | 19,3 |
| 10 à 49 | 182,1 | 11,7 | 253,9 | 13,6 | 78,2 | 19,6 | 3,6 | 20,5 |
| 50 à 199 | 30,0 | 1,9 | 72,8 | 3,9 | 64,4 | 16,2 | 32,7 | 15,4 |
| 200 à 449 | 5,9 | 0,4 | 34,5 | 1,8 | 43,9 | 11,0 | 1,7 | 10,0 |
| 500 à 999 | 1,8 | 0,1 | 24,7 | 1,3 | 30,9 | 7,8 | 1,2 | 6,8 |
| 1000 et plus | 1,3 | 0,1 | 87,2 | 4,7 | 122,6 | 30,8 | 4,9 | 27,9 |
| Total | 1 561,8 | 100,0 | 1 867,2 | 100,0 | 398,5 | 100,0 | 17,4 | 100,0 |

Source : AcoSS-Urssaf

L'année 2003 a enregistré la création de près de 209 000 établissements nouveaux, soit 11,2 % du stock des établissements présents au 31 décembre 2002 (cf. Tableau ci-dessous). La prise en compte des disparitions conduit à environ 6 200 créations nettes, soit 0,3 % du stock fin 2002. Le taux de rotation du fichier décroît avec la taille : de 13,4 % pour les TPE (établissements de 1 à 9 salariés) à 0,2 % pour les établissements de plus de 500 salariés. Les créations et radiations présentées ici sont des mouvements administratifs qui reflètent des réalités économiques (créations pures et cessations économiques) mais aussi des transferts juridiques (reprises d'actifs ou changements de structure juridique au sein d'un groupe) concernant l'établissement économique.

Evolution du nombre d'établissements par tranche d'effectif en 2003

| Tranche d'effectif de l'établissement 2003 | Etablissements fin 2003 | Dont pérennes 2002-2003 | Créations 2003 | Taux de création (En %) | Disparitions 2003 | Taux de disparition (En %) | Taux de création net (En %) | Taux de rotation (En %) |
|--------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------|-------------------------|-------------------|----------------------------|-----------------------------|-------------------------|
| 1 à 9 | 1 577 502 | 1 366 525 | 190 977 | 13,7 | 184 941 | 13,2 | 0,4 | 13,4 |
| 10 à 49 | 253 290 | 238 811 | 14 479 | 5,7 | 14 592 | 5,8 | 0,0 | 5,8 |
| 50 à 199 | 46 506 | 43 732 | 2 774 | 3,9 | 2 358 | 3,6 | 0,3 | 3,7 |
| 200 à 449 | 7 617 | 7 219 | 398 | 1,2 | 389 | 1,2 | 0,0 | 1,2 |
| 500 à 999 | 1 600 | 1 526 | 74 | 0,3 | 68 | 0,3 | 0,0 | 0,3 |
| 1000 et plus | 674 | 648 | 26 | 0,0 | 27 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Total | 1 867 189 | 1 658 461 | 208 728 | 11,2 | 202 555 | 10,9 | 0,3 | 11,0 |

Source : AcoSS-Urssaf

Méthodologie :

Taux de création : rapport entre le nombre de créations de l'année n et le stock d'établissements au 31 décembre de l'année précédente.

Taux de disparition : rapport entre le nombre de disparitions de l'année n et le stock d'établissements au 31 décembre de l'année précédente.

Créations nettes : différence entre les créations et les disparitions de l'année n.

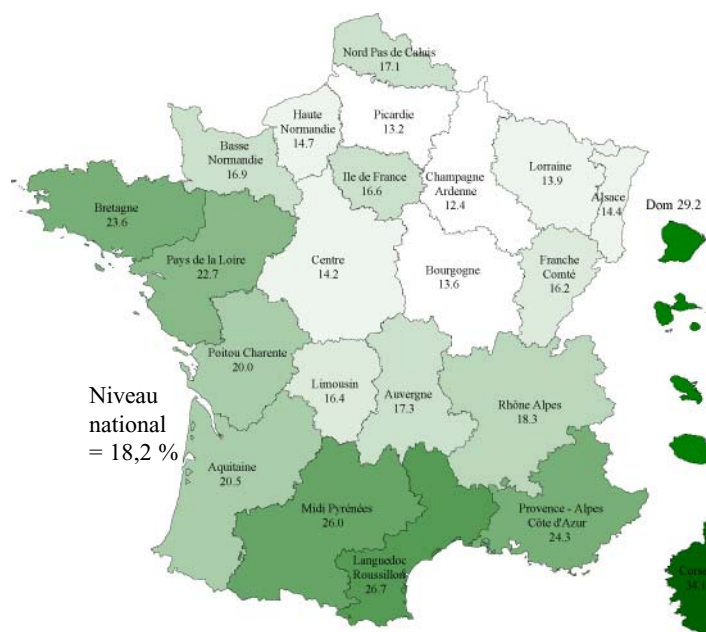
Taux de création net : rapport entre les créations nettes de l'année n et le stock d'établissements au 31 décembre de l'année précédente.

Taux de rotation : demi somme du taux de création et du taux de disparition pour une année donnée.

Tableau 3 : Evolution de la masse salariale et de l'emploi par secteur détaillé d'activité économique (NES 36)

| NES 36 | SECTEURS | Masse salariale en 2003 | | Evolution en moyenne annuelle de la masse salariale (En %) | | | | Effectif moyen en 2003 | | Evolution en moyenne annuelle de l'emploi (En %) | | | |
|-----------|----------------------------------------------------|----------------------------|--------------|---------------------------------------------------------------|------------|-------------|------------|---------------------------|--------------|-----------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| | | En Md€ | En % | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | En milliers | En % | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
| A0 | Agriculture, sylviculture, pêche | 0,4 | 0,1 | 5,4 | 7,2 | 12,6 | -1,3 | 22 | 0,1 | 2,7 | 3,4 | 5,0 | -4,3 |
| B0 | Industries agricoles et alimentaires | 11,1 | 2,8 | 3,4 | 3,9 | 3,8 | 3,1 | 536 | 3,1 | 2,8 | 1,5 | 0,8 | 0,5 |
| C1 | Habillement, cuir | 2,1 | 0,5 | -4,6 | -2,1 | -3,8 | -6,3 | 104 | 0,6 | -7,1 | -6,4 | -7,3 | -10,5 |
| C2 | Edition, imprimerie, reproduction | 5,7 | 1,4 | 2,7 | 2,7 | 0,0 | -1,9 | 201 | 1,2 | 1,0 | 0,3 | -2,4 | -3,3 |
| C3 | Pharmacie, parfumerie et entretien | 5,2 | 1,3 | 3,6 | 8,6 | 3,4 | 2,7 | 152 | 0,9 | 2,3 | 4,8 | 2,3 | 1,7 |
| C4 | Industries des équipements du foyer | 4,2 | 1,0 | 3,8 | 3,8 | -3,0 | -2,4 | 184 | 1,1 | 1,6 | 0,7 | -5,6 | -4,7 |
| D0 | Industrie automobile | 7,9 | 2,0 | 6,2 | 4,3 | 2,3 | 2,2 | 284 | 1,6 | 3,2 | 3,3 | 0,1 | -0,3 |
| E1 | Construction navale, aéronautique et ferroviaire | 4,1 | 1,0 | 7,6 | 4,9 | -0,8 | 1,4 | 129 | 0,7 | 7,4 | 2,8 | -1,6 | -0,5 |
| E2 | Industries des équipements mécaniques | 11,2 | 2,8 | 3,8 | 4,3 | 1,5 | -0,3 | 425 | 2,4 | 2,3 | 1,9 | -0,9 | -2,5 |
| E3 | Industries des équipements électriques & électron. | 7,5 | 1,9 | 3,0 | 4,4 | -0,4 | -2,5 | 226 | 1,3 | -0,5 | 1,5 | -3,3 | -3,1 |
| F1 | Industries des produits minéraux | 4,1 | 1,0 | 2,1 | 2,6 | 1,4 | 0,2 | 165 | 0,9 | 0,9 | 0,2 | -2,0 | -1,5 |
| F2 | Industrie textile | 2,2 | 0,5 | -0,4 | 0,6 | -3,5 | -3,7 | 98 | 0,6 | -2,8 | -2,1 | -6,4 | -6,8 |
| F3 | Industries du bois et du papier | 3,8 | 1,0 | 3,2 | 3,4 | 1,0 | 0,5 | 162 | 0,9 | 1,7 | 1,6 | -1,5 | -2,0 |
| F4 | Chimie, caoutchouc, plastiques | 9,7 | 2,4 | 3,6 | 4,3 | 1,0 | 0,5 | 352 | 2,0 | 2,3 | 1,7 | -1,5 | -1,8 |
| F5 | Métallurgie et transformation des métaux | 10,7 | 2,7 | 3,4 | 3,9 | -0,5 | -0,8 | 434 | 2,5 | 1,8 | 1,6 | -1,9 | -3,3 |
| F6 | Industrie des composants électriques & électron. | 5,2 | 1,3 | 9,3 | 9,3 | -2,6 | -2,7 | 184 | 1,1 | 7,2 | 4,8 | -5,5 | -5,4 |
| G1 | Production de combustibles et de carburants | 1,2 | 0,3 | 0,1 | -2,8 | 6,3 | -1,8 | 30 | 0,2 | -1,9 | -2,9 | 5,3 | -1,0 |
| G2 | Eau, gaz, électricité | 6,3 | 1,6 | 3,3 | 1,7 | 1,7 | 0,6 | 212 | 1,2 | 1,4 | 0,3 | 0,0 | -1,0 |
| H0 | Construction | 24,0 | 6,0 | 7,7 | 7,0 | 3,6 | 2,9 | 1 264 | 7,3 | 5,0 | 3,6 | 0,7 | 0,8 |
| J1 | Commerce et réparation automobile | 9,0 | 2,3 | 4,4 | 5,1 | 3,8 | 2,9 | 425 | 2,4 | 3,1 | 2,5 | 1,5 | 0,1 |
| J2 | Commerce de gros, intermédiaires | 27,5 | 6,9 | 5,4 | 4,8 | 2,6 | 1,9 | 985 | 5,7 | 2,9 | 1,9 | 0,5 | 0,0 |
| J3 | Commerce de détail, réparations | 26,6 | 6,7 | 6,1 | 7,7 | 5,6 | 4,2 | 1 602 | 9,2 | 4,7 | 4,4 | 2,1 | 0,8 |
| K0 | Transports | 27,5 | 6,9 | 6,6 | 6,2 | 4,1 | 3,0 | 1 116 | 6,4 | 4,6 | 3,7 | 0,7 | -0,1 |
| L0 | Activités financières | 21,9 | 5,5 | 4,6 | 5,9 | 2,4 | 1,0 | 633 | 3,6 | 0,6 | 2,3 | 1,8 | 0,4 |
| M0 | Activités immobilières | 7,2 | 1,8 | 3,7 | 2,3 | 2,9 | 3,4 | 368 | 2,1 | 0,3 | -2,1 | -1,3 | -0,8 |
| N1 | Postes et télécommunications | 11,4 | 2,9 | 6,4 | 5,6 | 1,0 | -0,7 | 484 | 2,8 | 1,9 | 2,2 | -1,3 | -2,5 |
| N2 | Conseils et assistance | 44,4 | 11,1 | 10,6 | 10,1 | 3,8 | 0,9 | 1 327 | 7,6 | 6,9 | 5,9 | 0,8 | -1,0 |
| N3 | Services opérationnels | 28,1 | 7,1 | 15,4 | 8,2 | 2,1 | 2,7 | 1 677 | 9,7 | 12,7 | 3,3 | -0,2 | 1,3 |
| N4 | Recherche et développement | 2,8 | 0,7 | 3,5 | 2,9 | 2,4 | 2,2 | 76 | 0,4 | 1,5 | 2,4 | -0,6 | 0,9 |
| P1 | Hôtels et restaurants | 13,3 | 3,3 | 6,7 | 6,9 | 5,6 | 3,4 | 873 | 5,0 | 6,0 | 4,2 | 2,6 | 0,7 |
| P2 | Activités récréatives, culturelles et sportives | 7,7 | 1,9 | 9,9 | 7,1 | 4,6 | 1,8 | 362 | 2,1 | 7,4 | 4,7 | 2,6 | 1,0 |
| P3 | Services personnels et domestiques | 2,4 | 0,6 | 4,4 | 4,7 | 4,8 | 2,8 | 174 | 1,0 | 3,0 | 3,0 | 1,9 | 0,0 |
| Q1 | Education | 4,7 | 1,2 | 5,4 | 4,7 | 4,4 | 2,7 | 265 | 1,5 | 2,7 | 2,1 | 2,1 | 0,6 |
| Q2 | Santé, action sociale | 22,3 | 5,6 | 4,8 | 6,2 | 7,2 | 6,2 | 1 309 | 7,5 | 3,7 | 3,2 | 3,9 | 3,3 |
| R1 | Administration publique | 6,2 | 1,6 | 2,1 | 0,9 | 4,2 | 1,9 | 216 | 1,2 | 0,6 | -1,2 | 0,5 | -0,3 |
| R2 | Activités associatives et extra-territoriales | 8,9 | 2,2 | 4,6 | 7,5 | 6,6 | 3,5 | 313 | 1,8 | 2,8 | 2,5 | 2,2 | 0,7 |
| | Total | 398,5 | 100,0 | 6,3 | 6,0 | 3,0 | 1,8 | 17 367 | 100,0 | 4,3 | 2,9 | 0,5 | -0,1 |
| | Industrie | 102,0 | 25,6 | 3,7 | 4,0 | 0,7 | -0,1 | 3 877 | 22,5 | 1,8 | 1,4 | -1,7 | -2,3 |
| | Construction | 24,0 | 6,0 | 7,7 | 7,0 | 3,6 | 2,9 | 1 264 | 7,3 | 5,0 | 3,6 | 0,7 | 0,8 |
| | Tertiaire | 272,6 | 68,3 | 7,3 | 6,7 | 3,9 | 2,5 | 12 203 | 70,1 | 5,1 | 3,3 | 1,3 | 0,5 |
| | <i>dont Tertiaire hors interim</i> | <i>260,4</i> | <i>65,3</i> | <i>6,5</i> | <i>6,8</i> | <i>4,3</i> | <i>2,6</i> | <i>11 521</i> | <i>66,2</i> | <i>4,3</i> | <i>3,6</i> | <i>1,8</i> | <i>0,5</i> |
| | <i>Interim</i> | <i>12,2</i> | <i>3,0</i> | <i>23,0</i> | <i>4,9</i> | <i>-4,1</i> | <i>1,4</i> | <i>683</i> | <i>3,9</i> | <i>18,8</i> | <i>-1,2</i> | <i>-6,3</i> | <i>0,3</i> |

Carte 1 : Masse salariale du secteur privé entre 1999 et 2003 (évolution en %)



Carte 2 : Emploi du secteur privé entre 1999 et 2003 (évolution en %)

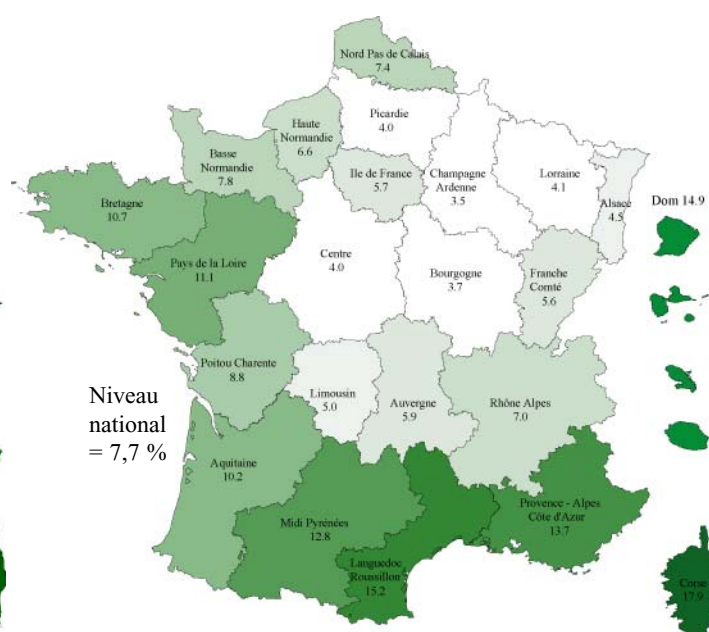


Tableau 4 : Masse salariale et emploi - évolutions par régions

| RÉGIONS | Masse salariale 2003 | | Evolution en moyenne annuelle de la masse salariale (En %) | | | | Emploi 2003 | | Evolution en moyenne annuelle de l'emploi (En %) | | | |
|--------------------------------|----------------------|--------------|------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|---------------|--------------|--------------------------------------------------|------------|------------|-------------|
| | En Md€ | En % | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | En Milliers | En % | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 |
| Alsace | 12,3 | 3,1 | 5,5 | 5,0 | 1,9 | 1,4 | 551 | 3,2 | 3,7 | 1,9 | -0,6 | -0,5 |
| Aquitaine | 15,2 | 3,8 | 6,3 | 5,7 | 4,4 | 2,8 | 754 | 4,3 | 4,9 | 2,7 | 1,6 | 0,7 |
| Auvergne | 6,4 | 1,6 | 5,0 | 4,6 | 3,8 | 3,0 | 322 | 1,8 | 3,0 | 1,5 | 0,8 | 0,4 |
| Basse - Normandie | 6,9 | 1,7 | 6,6 | 4,7 | 2,2 | 2,5 | 355 | 2,0 | 5,7 | 2,1 | -0,4 | 0,3 |
| Bourgogne | 8,4 | 2,1 | 5,1 | 4,1 | 2,5 | 1,4 | 416 | 2,4 | 3,3 | 1,7 | -0,6 | -0,8 |
| Bretagne | 14,7 | 3,7 | 7,7 | 6,8 | 4,5 | 2,8 | 746 | 4,3 | 5,6 | 3,0 | 1,1 | 0,7 |
| Centre | 13,4 | 3,4 | 4,9 | 4,8 | 2,4 | 1,5 | 646 | 3,7 | 2,8 | 2,1 | -0,3 | -0,7 |
| Champagne Ardenne | 6,9 | 1,7 | 4,8 | 4,3 | 1,7 | 1,0 | 337 | 1,9 | 3,3 | 1,7 | -0,6 | -0,8 |
| Corse | 1,1 | 0,3 | 8,1 | 7,2 | 7,8 | 7,4 | 62 | 0,3 | 2,4 | 4,7 | 4,9 | 4,8 |
| Franche - Comte | 6,2 | 1,6 | 5,9 | 6,4 | 1,4 | 1,7 | 303 | 1,8 | 3,9 | 3,4 | -1,2 | -0,6 |
| Haute Normandie | 10,7 | 2,7 | 4,6 | 5,0 | 2,6 | 1,8 | 494 | 2,9 | 4,1 | 2,2 | 0,1 | 0,1 |
| Ile de France | 129,6 | 32,5 | 6,8 | 6,5 | 2,0 | 0,4 | 4 353 | 25,2 | 15,0 | 3,1 | -0,1 | -1,3 |
| Languedoc - Roussillon | 9,9 | 2,5 | 7,0 | 6,6 | 6,0 | 4,9 | 524 | 3,0 | 5,0 | 4,0 | 2,9 | 2,4 |
| Limousin | 3,3 | 0,8 | 5,3 | 5,1 | 3,0 | 2,0 | 168 | 1,0 | 4,1 | 1,5 | 0,3 | -0,9 |
| Lorraine | 11,8 | 3,0 | 5,1 | 4,4 | 2,1 | 1,6 | 571 | 3,3 | 3,8 | 1,5 | -0,9 | -0,3 |
| Midi - Pyrénées | 14,1 | 3,5 | 6,6 | 7,6 | 5,7 | 4,0 | 680 | 3,9 | 4,7 | 3,7 | 2,5 | 1,3 |
| Nord - Pas - de - Calais | 21,5 | 5,4 | 5,2 | 5,3 | 3,3 | 2,3 | 1 034 | 6,0 | 4,1 | 2,3 | 0,6 | 0,1 |
| Provence - Alpes - Côte d'Azur | 25,3 | 6,3 | 6,7 | 7,0 | 5,1 | 3,6 | 1 206 | 6,9 | 5,3 | 4,2 | 2,2 | 1,3 |
| Pays de la Loire | 19,0 | 4,8 | 7,5 | 6,2 | 4,2 | 3,1 | 939 | 5,4 | 5,4 | 3,0 | 1,8 | 0,6 |
| Picardie | 9,1 | 2,3 | 4,4 | 4,4 | 2,5 | 1,4 | 441 | 2,5 | 2,7 | 2,0 | -0,3 | -0,5 |
| Poitou Charente | 7,6 | 1,9 | 6,5 | 5,2 | 4,1 | 2,9 | 396 | 2,3 | 4,7 | 2,5 | 1,0 | 0,4 |
| Rhône - Alpes | 39,4 | 9,9 | 6,3 | 5,7 | 3,1 | 2,2 | 1 794 | 10,3 | 4,2 | 2,8 | 0,3 | -0,4 |
| Total Métropole | 392,8 | 98,6 | 6,3 | 6,0 | 3,0 | 1,8 | 17 093 | 98,4 | 4,3 | 2,8 | 0,5 | -0,1 |
| Dom | 5,6 | 1,4 | 8,1 | 9,6 | 4,8 | 4,0 | 274 | 1,6 | 5,5 | 6,5 | 1,1 | 1,1 |
| Total France entière | 398,5 | 100,0 | 6,3 | 6,0 | 3,0 | 1,8 | 17 367 | 100,0 | 4,3 | 2,9 | 0,5 | -0,1 |

Source : Acooss-Urssaf